



**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving Public Works and Government**  
**Services Canada/Réception des soumissions**  
**Travaux publics et Services gouvernementaux**  
**Canada**  
**Pacific Region**  
**401 - 1230 Government Street**  
**Victoria, B.C.**  
**V8W 3X4**  
**Bid Fax: (250) 363-3344**

## REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government**  
**Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services**  
**Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services Canada - Pacific  
Region  
401 - 1230 Government Street  
Victoria, B. C.  
V8W 3X4

<b>Title - Sujet</b> Services d'analyse de laboratoire	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W6837-155124/A	<b>Date</b> 2017-01-24
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W6837-155124	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$VIC-249-7178	
<b>File No. - N° de dossier</b> VIC-5-38096 (249)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2017-02-10</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Pacific Standard Time PST
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Cress, Christine	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> vic249
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (250) 363-8442 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> as per individual call-up	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX .....	3
1.1 INTRODUCTION .....	3
1.2 SOMMAIRE .....	3
1.3 COMPTE RENDU .....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS .....	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	4
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES .....	4
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE .....	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES .....	6
2.5 LOIS APPLICABLES .....	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES .....	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES .....	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....	8
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION .....	8
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	12
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE .....	12
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	13
PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....	14
A. OFFRE À COMMANDES .....	14
6.1 OFFRE .....	14
6.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	14
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	14
6.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES .....	15
6.5 RESPONSABLES .....	15
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	16
6.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS .....	16
6.8 INSTRUMENT DE COMMANDE .....	16
6.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES .....	16
6.10 LIMITATION FINANCIÈRE - TOTALE .....	16
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	17
6.12 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	17
6.13 LOIS APPLICABLES .....	17
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....	18
6.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX .....	18
6.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	18
6.3 DURÉE DU CONTRAT .....	18
6.4 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	19
6.5 PAIEMENT .....	19
6.6 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION .....	20

---

6.7	ASSURANCE – EXIGENCES PARTICULIERES .....	20
ANNEXE "A" - ÉNONCÉ DES TRAVAUX		
ANNEXE "B" - BASE DE PAIEMENT		
	ANNEXE « C » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES –.....	49
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE .....	49
	ANNEXE « D » - EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	50
ANNEXE « E » - Rapports d'utilisation périodique - offres à commandes		

## PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- |          |   |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;   |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;  |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;   |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;  |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;  |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent :<br><br>6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;<br><br>6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation et toute autre annexe.

### 1.2 Sommaire

Le ministère de la Défense nationale doit fournir des services d'analyse de laboratoire à la Base des Forces canadiennes Esquimalt et de l'installation de maintenance de la flotte à CAP BRETON (IMF-CB), conformément aux exigences du document d'invitation à soumissionner.

Pour la prestation sur demande de services laboratoires analytiques aux fins d'utilisation par le ministère de la Défense nationale, Base des Forces canadiennes Esquimalt en conformité avec le document d'invitation à soumissionner.

L'utilisation prévue est pour l'analyse de la qualité de l'eau de la base et les navires. L'eau est analysée quotidiennement, hebdomadairement et mensuellement à divers emplacements. En outre, les services serviront à la surveillance de l'environnement et à des essais connexes au soutien opérationnel quotidien de diverses unités de la Défense nationale. Les services analytiques comprennent, entre autres :

- A) Échantillons du sol/des sédiments
- B) Échantillons d'eau
- C) Huile usée et carburant
- D) Matières dangereuses

---

## E) Essais divers (non précisés)

La présente demande d'offres à commandes (OC) n'exige pas à l'offrant de fournir des services de surveillance sur place ou de prélèvement d'échantillons. Le personnel du MDN prélèvera et soumettra tous les échantillons directement au laboratoire de l'entrepreneur.

La période couverte par l'offre à commandes s'échelonnait de la date d'attribution au 31 mars 2020, à laquelle s'ajoutaient deux options de prolongation d'un an.

### 1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2016-04-04) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 90 jours

#### 2.1.1 Clauses du Guide des CCUA

M0019T (2007-05-25), Prix et(ou) taux fermes

### 2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

## 2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

### Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui(\_\_\_\_) Non (\_\_\_\_)

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

#### Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? Oui (\_\_\_) Non (\_\_\_)

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

#### 2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 7 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans

ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

## 2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Colombie-Britannique (C.-B.) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

## PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

### 3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (2 copies papier)

Section II : offre financière (1 copie papier)

Section III: attestations (1 copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

#### 3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.



Si l'annexe « C » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

### 3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

### Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

## PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

#### 4.1.1 Évaluation technique

##### 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires – À LA DATE DE CLÔTURE DE L'INVITATION À SOUMISSIONNER :

SI À LA DATE DE CLÔTURE DE L'INVITATION À SOUMISSIONNER, VOUS N'ÊTES PAS EN MESURE DE RÉPONDRE À L'UNE DES EXIGENCES OBLIGATOIRES SUIVANTES, VOTRE PROPOSITION SERA JUGÉE IRRECEVABLE ET SERA REJETÉE D'EMBLÉE.

Point	Critère obligatoire	Conforme (O/N)	N° de page (réf.) dans la soumission
1	Licences/attestations : Le laboratoire que l'offrant prévoit utiliser pour tous les essais analytiques (les épreuves de l'ACLAE sont énumérées à l'annexe A1) doit détenir actuellement une accréditation du Conseil canadien des normes - Association canadienne des laboratoires d'analyse environnementale (CCN-ACLAE) et doit pouvoir en fournir une attestation sur demande.		
2	Le laboratoire prévu par l'offrant doit être entièrement équipé et capable de réaliser un vaste éventail de travaux d'analyse, notamment des analyses organiques, inorganiques et microbiologiques.		
3	Le laboratoire prévu par l'offrant et ses méthodes d'analyse doivent être accrédités par le Conseil canadien des normes, la Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (ISO/IEC 17025) et le ministère de l'Environnement de la Colombie-Britannique.		
4	Limites de détection : Les limites de détection montrées à l'annexe B doivent être		

	atteintes ou dépassées par tous les laboratoires (ou sous-traitants) afin que la proposition soit prise en compte pour une offre à commandes.		
--	---	--	--

## 4.1.1.2 Critères techniques cotés – AVANT L'ATTRIBUTION DU CONTRAT :

CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE ET DE GESTION COTÉS	NOMBRE DE POINTS MAXIMAL	POINTS ATTRIBUÉS
---	--------------------------	------------------

Tout laboratoire/sous-traitant proposé de sociétés affiliées qui est destiné à être utilisé dans le cadre de cette offre à commandes devrait être indiqué dans les critères d'évaluation technique et de gestion des critères cotés.

<b>A. Organisation et expérience en laboratoire</b>		
L'étendue des domaines d'expertise/accréditation en laboratoire; les installations ou l'équipement spécialisés (y compris la disponibilité et les capacités de laboratoire mobile); les années d'expérience; et les services supplémentaires fournis par l'entreprise	25	
Organigramme	6	
Une description détaillée de l'expérience pertinente (p. ex. nombre d'échantillons et milieux d'échantillonnage analysés)	6	
La pertinence des délais d'exécution des analyses d'échantillons	6	
Le nom des clients et les numéros de référence de personnes-ressources (2 références)	10	

<b>B. Personnel proposé</b>		
Les antécédents scolaires, le nombre d'années d'expérience, le(s) accréditation(s), le(s) accréditation(s) technique(s), la formation/compétence aux instruments et la formation pertinente du personnel clé.	50	
Déterminer le personnel clé proposé et ajouter les nom, titre, fonction ainsi qu'un curriculum vitae décrivant en détail les antécédents scolaires, le nombre d'années d'expérience, le(s) affiliation(s) professionnelle(s), le(s) accréditation(s) technique(s), la formation/compétence aux instruments et autre formation pertinente pour chacun.		
Le personnel clé devrait comprendre au moins le gestionnaire, les superviseurs, les chefs d'équipe et deux (2) analystes.		

C. Méthodologie analytique/Assurance de la qualité proposée		
<p>La méthodologie analytique proposée pour l'analyse des paramètres inorganiques, organiques et microbiologiques contenue dans les versions actuelles du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) suivantes :</p> <p>a) Lignes directrices canadiennes pour la qualité des sols – Protection de l'environnement et de la santé humaine</p> <p>b) Lignes directrices canadiennes sur la qualité des sédiments pour la protection de la vie aquatique (eau douce et milieu marin)</p> <p>c) Lignes directrices canadiennes sur la qualité de l'eau pour la protection de la vie aquatique (eau douce et milieu marin), et</p> <p>d) Lignes directrices canadiennes sur la qualité de l'eau pour les eaux communautaires et les eaux à usage récréatif</p> <p>Inclure la limite de détection de la méthode (LDM) aux fins d'analyse de chaque paramètre. Les LDM aux fins d'analyses du sol doivent être signalées avec l'unité de mesure de quantité mg/kg poids sec. Les LDM aux fins d'analyses de l'eau doivent être signalées avec l'unité de mesure de quantité mg/L.</p> <p>La méthodologie analytique proposée pour l'analyse des paramètres inorganiques et organiques contenue dans les versions les plus actuelles suivantes de la Colombie-Britannique :</p> <p>e) Règlement sur les sites contaminés;</p> <p>f) Lignes directrices approuvées et critères de 1998 sur la qualité de l'eau pour la vie aquatique (eau douce et milieu marin) et les sédiments;</p> <p>g) Le Règlement sur les déchets dangereux du 8 juillet 2004 concernant l'élimination des rejets d'huile et des rejets sanitaires et des eaux pluviales des installations de déchets spéciaux et la méthode n° 1311 de l'Environmental Protection Agency des États-Unis pour la Toxic Characteristic Leaching Procedure (TCPL). Les procédures d'extraction des déchets spéciaux pour la lixivabilité des métaux et des matières organiques.</p> <p>h) Critères approuvés et critères de travail pour la qualité de l'eau</p> <p>Inclure la limite de détection de la méthode (LDM) aux fins d'analyse de chaque paramètre. Les LDM aux fins d'analyses du sol doivent être signalées avec l'unité de mesure de quantité mg/kg poids sec. Les LDM aux fins d'analyses de l'eau doivent être signalées avec l'unité de mesure de quantité mg/L.</p> <p>Chaque analyse particulière (par type de « paramètre » d'essai, de moyen et de limite de détection de la méthode) sera évaluée individuellement.</p>	45	
Des copies de tous les certificats d'accréditation	10	
Un exemplaire complet de votre manuel d'assurance de la qualité actuel	5	
Un échantillon de votre rapport en format papier	3	
Un échantillon de votre rapport en format électronique	3	
La conformité de la procédure de nettoyage de vos conteneurs et les procédures de laboratoire concernant la préparation des échantillons en double du sol/sédiments et de l'eau	3	
D. Logistique d'expédition/de l'entreposage et de la sécurité		

Les capacités de votre laboratoire à recevoir des échantillons le jour ouvrable suivant, ainsi que la capacité à recevoir les échantillons le samedi. L'emplacement géographique où les analyses seront effectuées.	10	
Procédures détaillées de la chaîne de possession	6	
La conformité des procédures en ce qui concerne la gestion d'échantillons perdus, retardés ou manquants	4	
La conformité des procédures en matière de consignation d'échantillons	4	
La conformité des procédures en matière d'entreposage et de conservation d'échantillons	4	
<b>TOTAL DES PROPOSITIONS TECHNIQUE ET DE GESTION</b>	<b>200</b>	

#### 4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1. Une évaluation totale sera effectuée en multipliant votre prix proposé selon les utilisations estimées à l'annexe « B » afin d'obtenir un prix total.

4.1.2.2. Les soumissionnaires devraient étayer leurs prix proposés en fournissant une copie de leur catalogue actuel et complet de prix d'analyses mettant en évidence les essais indiqués à l'annexe « B ».

4.1.2.3. Les éléments spécifiés qui ne sont pas tarifés individuellement dans l'Annexe «B» ne seront affectés aux seules fins d'évaluation, le cas échéant: Le plus élevé de 1,00 \$ ou le prix le plus élevé proposé pour cet article par une offre recevable.

4.1.2.4. Clause du Guide des CCUA M0220T (2016-01-28), Évaluation du prix

#### 4.2 Méthode de sélection

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
  - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
  - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
  - c. obtenir le nombre minimal de 140 points exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés.

L'échelle de cotation compte 200 points.

2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 60 % sera accordée au mérite technique et une proportion de 40 % sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 60%.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 40%.

6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 60/40 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement.] Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$ (45).

Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (60%) et du prix (40%)				
		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		115/135	89/135	92/135
Prix évalué de la soumission		55 000,00 \$	50 000,00 \$	45 000,00 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$115/135 \times 60 = 51.11$	$89/135 \times 60 = 39.56$	$92/135 \times 60 = 40.89$
	Note pour le prix	$45/55 \times 40 = 32.73$	$45/50 \times 40 = 36.00$	$45/45 \times 40 = 40.00$
Note combinée		83,84	75,56	80,89
Évaluation globale		1 <sup>er</sup>	3 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>

## PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### 5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

### 5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### 5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

#### 5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### 5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » ) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail ([http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu\\_travail/droits\\_personne/equite\\_emploi/programme\\_contrats\\_federaux.page?&\\_ga=1.152490553.1032032304.1454004848](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848)).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

#### 5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

##### 5.2.3.1 Études et expérience

L'offrant atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec son offre, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, l'offrant garantit que chaque individu qu'il a offert est en mesure d'exécuter les travaux dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

##### 5.2.3.2 Attestation des taux

Le soumissionnaire atteste que le taux proposé :

- a. n'est pas supérieur au plus bas taux demandé à tout autre client, y compris au meilleur client du soumissionnaire, pour une qualité et une quantité semblables de services;
- b. ne comprend aucun élément de bénéfice sur la vente qui soit supérieur à celui que le soumissionnaire réalise normalement pour des services de qualité et de quantité semblables, et
- c. ne comprend aucune disposition prévoyant des escomptes à des vendeurs.

## PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

### A. OFFRE À COMMANDES

#### 6.1 Offre

6.1.1 L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

#### 6.2 Exigences relatives à la sécurité

6.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

#### 6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### 6.3.1 Conditions générales

2005 (2016-04-04), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

##### 6.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « E ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
- Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
- Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
- Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

#### 6.4 Durée de l'offre à commandes

##### 6.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées et les services être rendus du à compter de la date d'émission de l'offre à commandes jusqu'au 31 mars 2020 inclusivement.

##### 6.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux périodes supplémentaires d'un an, du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021 et du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2022, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes

##### 6.4.4 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « A » de l'offre à commandes.

#### 6.5 Responsables

##### 6.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Christine Cress  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
401 – 1230, rue Government  
Victoria (C.-B.) V8W 3X4  
Téléphone : 250-363-8442  
Télécopieur : 250-363-0395  
Courriel : Christine.Cress@tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

##### 6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est : (à déterminer)

Coordinateur des marchés  
Opérations des biens immobiliers  
BFC Esquimalt



Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

6.5.3 Représentant de l'offrant (Compléter ou supprimer, s'il y a lieu.)

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
  
Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes et à soumettre des échantillons est le suivant :

- a) Un représentant de la section des Opérations des biens immobiliers (Esq) ou un représentant de la gestion des risques de la BFC Esquimalt, y compris :

(à déterminer)

- b) Un représentant de (l'Installation de maintenance de la Flotte Cape Breton – Sécurité et environnement), y compris :

(à déterminer)

6.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes seulement.

6.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 40 000 \$ (taxes applicables incluses).

6.10 Limitation financière - totale

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de \_\_\_\_\_ \$, (taxes applicables exclues) (à insérer dans l'attribution du contrat) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter

de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou quatre (4) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

#### 6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- (b) les articles de l'offre à commandes;
- (c) les conditions générales 2005 (2016-04-04), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- (d) les conditions générales 2010B (2016-04-04), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne)
- (e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux ;
- (f) l'Annexe « B », Base de paiement ;
- (g) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance ;
- (h) l'Annexe « E », Rapports d'utilisation périodique - offres à commandes ;
- (i) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_ .

#### 6.12 Attestations et renseignements supplémentaires

##### 6.12.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

#### 6.13 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### 6.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### 6.2 Clauses et conditions uniformisées

#### 6.2.1 Conditions générales

2010B (2016-04-04), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

S'il y a lieu, lorsque l'offrant accepte que le paiement se fasse par carte de crédit, la clause suivante sera insérée :

L'article 15 - Intérêt sur les comptes en souffrance, de conditions générales 2010B (2016-04-04), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

### 6.3 Durée du contrat

#### 6.3.1 Livraison

#### 1) Toutes les analyses doivent être terminées à l'intérieur de :

- a. Dix (10) jours ouvrables (ou une période plus longue, si le responsable de la commande subséquente la juge acceptable) à partir de la réception des échantillons par le laboratoire, sauf pour les échantillons d'eau potable qui nécessitent un maximum de 7 jours civils pour la livraison. Si les résultats des analyses sont de >1/100 mL de bactéries coliformes ou E. coli totales, le chef d'équipe Eau, produits pétroliers et environnement de la Sect Ops Imm (Esq) et le superviseur doivent être avisés immédiatement, par téléphone et par courriel.
- b. Les « délais de conservation standard » des échantillons aux fins d'analyse sont conformes aux méthodes normalisées précises.
- c. Les analyses en retard donneront lieu à une réduction de 5 % pour chaque tranche de 5 jours de retard.

#### 2) Transmission des résultats et des données

- a. Tous les résultats ou les données doivent être transmis par voie électronique à la personne qui en a fait la demande dans les 10 jours ouvrables suivant l'arrivée des échantillons au laboratoire.
- b. En ce qui concerne les analyses pour lesquelles un délai de conservation standard s'applique, les résultats/données doivent être reçues au plus tard une semaine après la fin des analyses, tel qu'il est décrit ci-dessus.

- 3) Le non-respect de ces délais d'exécution entraînera une réduction de 5 %, à moins que la personne responsable du prélèvement des échantillons ait consenti à une prolongation. La prolongation d'un délai d'exécution doit faire l'objet d'une demande de la part du laboratoire. La personne responsable du prélèvement des échantillons doit lui répondre par écrit, par courriel ou par télécopieur.

#### 6.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

#### 6.5 Paiement

##### 6.5.1 Base de paiement - prix de lot ferme(s)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un (des) prix de lot ferme(s) dans l'annexe « B ». Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

##### 6.5.2 Limite de prix

Clause du Guide des CCUA C6000C (2011-05-16), Limite de prix

##### 6.5.3 Méthode de paiement

Clause du Guide des CCUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique

##### 6.5.4 Clauses du Guide des CCUA

A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

##### 6.5.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

---

## 6.6 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
  - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

## 6.7 Assurance – exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe « D ».

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

**ANNEXE « A » – ÉNONCÉ DES TRAVAUX****A. BESOIN**

La prestation « sur demande » de services d'analyse en laboratoire et d'analyse du flux de déchets, y compris l'échantillonnage et l'analyse des décharges des égouts sanitaires, de l'eau douce et potable, du sol et des sédiments, de l'huile usée et du carburant et des matières dangereuses pour les unités du ministère de la Défense nationale situés aux la Base des Forces canadiennes Esquimalt et de l'installation de maintenance de la flotte à CAP BRETON (IMF-CB).

**B. CONTEXTE**

La Section des opérations immobilières Esquimalt (Sect Ops Imm [Esq]) et l'Installation de maintenance de la Flotte Cape Breton (IMF Cape Breton) offrent divers services environnementaux pour le ministère de la Défense nationale (MDN) à la base des Forces canadiennes (BFC) Esquimalt, à Victoria, en Colombie-Britannique. Ces services comprennent les rejets sanitaires, la gestion des installations d'eau potable, et l'élimination des sols contaminés, des eaux usées, de l'huile usée et des matières dangereuses. Bien que chaque service puisse avoir des paramètres spécifiques d'intérêt, la Sect Ops Imm (Esq) demandera généralement l'analyse de groupes d'analytes [p. ex. tous les métaux ou les composés d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)], avec des résultats d'analyse fournis pour des paramètres précis (p. ex. plomb ou benzo[a]pyrène) dans chaque groupe.

**C. RÉFÉRENCES ET DOCUMENTS SOURCE**

La Sect Ops Imm (Esq) et l'IMF Cape Breton sont un ministère du gouvernement fédéral et relèvent des directives et des lois fédérales. En vertu de la politique du gouvernement, il faut se conformer aux lois provinciales et municipales, le cas échéant, et si elles ont préséance. Lorsque c'est possible, le MDN respectera les normes applicables les plus rigoureuses. Les principaux documents d'orientation des organismes fédéraux se trouvent ci-dessous :

1. Les Recommandations canadiennes pour la qualité de l'environnement, des sols, des sédiments, de l'eau potable et de la vie aquatique (marine et d'eau douce) du CCME. Les critères canadiens intérimaires 2010 du CCME pour la qualité des sites contaminés.  
[http://www.ccme.ca/fr/resources/canadian\\_environmental\\_quality\\_guidelines/index.html](http://www.ccme.ca/fr/resources/canadian_environmental_quality_guidelines/index.html)
2. Les lignes directrices pour la qualité des effluents et le traitement des eaux usées des installations fédérales.  
<http://www.ec.gc.ca/lcpe-cepa/default.asp?lang=Fr&n=E9DBBC31->
3. Les normes relatives aux effluents des installations fédérales, 1976.  
<http://www.csc-scc.gc.ca/policy-and-legislation/318-6-gl-fra.shtml>

- 
4. Le règlement sur les effluents des systèmes d'assainissement des eaux usées – Fédéral  
<https://www.ec.gc.ca/eu-ww/default.asp?lang=Fr&n=BC799641-1>
  5. Les critères pour les sédiments et la vie aquatique (marine et d'eau douce) des recommandations pour la qualité de l'eau approuvées par la Colombie-Britannique de 1998.  
[www.env.gov.bc.ca/wat/wq/BCguidelines/working\\_wq\\_guidelines.pdf](http://www.env.gov.bc.ca/wat/wq/BCguidelines/working_wq_guidelines.pdf)
  6. Les règlements sur les sites contaminés de la Colombie-Britannique.  
[www.bclaws.ca/Recon/document/ID/freeside/375\\_96\\_00](http://www.bclaws.ca/Recon/document/ID/freeside/375_96_00)
  7. La Loi sur les déchets dangereux, 8 juillet 2004, relative à l'élimination de l'huile, les rejets d'eaux pluviales et les rejets sanitaires provenant des installations de traitement des déchets spéciaux  
[www.bclaws.ca/civix/document/id/lc/bcgaz2/v47n14\\_321-2004](http://www.bclaws.ca/civix/document/id/lc/bcgaz2/v47n14_321-2004)
  8. La méthode 1311 de l'Environmental Protection Agency des États-Unis pour la méthode de lixiviation visant à déterminer les caractéristiques de la toxicité (TCPL).  
<https://www.epa.gov/.../sw-846-test-method-1311-toxicity-characteristic-leaching-pro>
  9. Le règlement municipal 2922 du district de la région de la capitale : pour réglementer le rejet de déchets dans les égouts liés à une installation d'assainissement des eaux usées exploitée par le district de la région de la capitale.  
<https://www.crd.bc.ca/.../bylaws/liquidwasteseptagesewersourcecontrolandstormwater/...>
  10. Le Programme de la qualité des eaux pluviales du district de la région de la capitale.  
<https://www.crd.bc.ca/about/what-we-do/sewers-wastewater.../monitoring-stormwater>
  11. Les valeurs limites d'exposition (VLE) et les indices biologiques d'exposition (IBE) de l'American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH) 2015.  
<https://www.acgih.org/forms/store/ProductFormPublic/search?action=1&Product...>
  12. Les recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada, octobre 2014  
[http://www.hc-sc.gc.ca/ewh-semt/pubs/water-eau/sum\\_guide-res\\_recom/index-fra.php](http://www.hc-sc.gc.ca/ewh-semt/pubs/water-eau/sum_guide-res_recom/index-fra.php)
  13. Le guide de Santé Canada pour l'eau potable dans les compétences fédérales.  
<http://www.hc-sc.gc.ca/ewh-semt/water-eau/drink-potab/index-fra.php>
  14. La Loi sur la santé publique de la Colombie-Britannique – Règlement en matière de piscines 296/2010  
[www.bclaws.ca/civix/document/id/loo92/loo92/296\\_2010](http://www.bclaws.ca/civix/document/id/loo92/loo92/296_2010)
  15. La Standard Specification for Industrial Burner Fuels from Used Lubricating Oils de l'American Society for Testing and Materials.  
[www.astm.org/FULL\\_TEXT/D6448/HTML/D6448.htm](http://www.astm.org/FULL_TEXT/D6448/HTML/D6448.htm)
  16. La Loi sur le transport des marchandises dangereuses de 1992 – Règlement sur le transport des marchandises dangereuses  
<https://www.tc.gc.ca/fra/lois-reglements/lois.htm>

Les projets d'évaluation des objectifs nécessitent des limites de détection de la méthode analytique qui respectent les plus rigoureux des critères.

#### D. PRÉSENTATION DES DONNÉES

1. Les rapports de données doivent comprendre les éléments suivants :
  - a. Date de réception de l'échantillon,
  - b. Date de l'analyse,
  - c. ID de l'échantillon,
  - d. Numéro de la demande d'analyse des échantillons,
  - e. Feuille de route et documents d'expédition,
  - f. Numéro du bon de commande du MDN,
  - g. Unités de mesure,
  - h. Valeurs normalisées applicables, telles qu'elles sont indiquées à l'annexe A2,
  - i. Description des méthodes d'analyse,
  - j. Description et justification pour toute manipulation spéciale ou procédures analytiques,
  - k. Explication sur les difficultés éprouvées dans une récupération d'échantillons ou assurance et contrôle de la qualité analytique,
  - l. Documents portant sur la chaîne de possession, s'il y a lieu.
2. Les essais ou les méthodes à blanc ne doivent pas être soustraites des résultats instrumentaux et elles doivent être déclarées de concert avec des données d'échantillons.
3. Les résultats calculés ne doivent pas être corrigés en fonction des échantillons de contrôle à des fins de récupération.
4. L'utilisation de l'acronyme N/D (non détectable) n'est pas acceptable; le rapport d'analyse doit montrer le résultat non détectable en fonction de la limite de détection de la méthode. P. ex. où la limite de détection de la méthode pour un paramètre est de 0,002 mg/kg, le résultat non détectable doit être indiqué comme < 0,002 mg/kg.
5. Les unités utilisées pour la production de rapports des résultats analytiques doivent être les suivantes :
  - a. mg/kg pour les sols et les sédiments
  - b. mg/L pour les échantillons d'eau pour les analytes inorganiques, courants et en matière de nutriments
  - c. µg/L pour les analytes organiques dans les échantillons d'eau, à l'exception de ng/L pour le tributylétain

REMARQUE : Pour les soumissions, toutes les unités sur la liste doivent être citées ci-dessus, suite à la publication d'une convention d'offre à commandes. Une entente peut être conclue sur demande.

#### E. FORMAT DES DONNÉES

Les données doivent faire l'objet d'un compte rendu à la Sect Ops Imm (Esq) et à l'IMF Cape Breton par copie électronique (courriel) en format Adobe PDF. La convention d'appellation des fichiers doit respecter le processus prédéfini du laboratoire, avec la série d'analyses et l'emplacement, comme il est indiqué



dans le modèle de demande d'analyse (chaîne de possession, le cas échéant), séparés par des tirets de soulignement. Par exemple : UniqueLab#\_drinkingwater\_DY215.pdf

Les résultats qui révèlent les CMA ou les paramètres de dépassement des niveaux indiqués par la loi fournis dans les références figurant dans la section RÉFÉRENCES ET SOURCES ou dans une liste fournie par l'utilisateur doivent être surlignés ou cernés dans la section des résultats.

Pour les résultats en matière d'effluent et d'eau potable, les rapports doivent être formatés de façon à ce que les CMA ou les paramètres de dépassement soient énumérés vers le bas du côté droit du rapport, pour les résultats en matière d'effluent et d'eau potable.

## F. ATTESTATIONS

Afin d'être conformes aux méthodes d'analyse, les laboratoires sont tenus de conserver des attestations par les organismes appropriés. Cela comprend, sans toutefois s'y limiter, les attestations du CCN, de l'ACLAE et du NVLAP.

## G. COMMUNICATIONS

Les laboratoires sont tenus de fournir des services de consultation gratuits pour les questions relatives aux échantillons, aux méthodes, aux résultats, ou à tout autre sujet abordé dans les accords d'offre normalisés, dans le cas où un travail en cours de planification, ou un travail ayant été soumis ou effectué nécessite des discussions de suivi.

Toutes les communications entre le MDN et le laboratoire peuvent être effectuées par téléphone, mais elles doivent également être suivies d'un courriel pour confirmer les questions abordées au téléphone.

## H. ÉCHANTILLONS RESTANTS

1. Le laboratoire doit entreposer les échantillons jusqu'à ce que le rapport sur les données soit terminé et approuvé par la personne demandant les analyses. Au moment de l'acceptation du rapport sur les données, le laboratoire peut, à son gré,
  - a. conserver le reste de l'échantillon pour une période de conservation standard (à être désignée dans la proposition)
  - b. communiquer avec la personne demandant les analyses afin de déterminer si elle souhaite que l'échantillon restant soit retourné ou éliminé par le laboratoire.

Tous les coûts et les responsabilités associés à l'élimination de l'échantillon restant incombent au laboratoire.

2. La personne demandant les analyses peut demander le retour des contenants d'échantillons spéciaux. Ces contenants d'échantillons doivent être lavés à l'eau et au savon et retournés à la personne demandant les analyses.

## I. PÉRIODE D'EXAMEN DES DONNÉES

---

Le responsable de la commande subséquente demandant les analyses examinera les données dans un délai d'une semaine après la réception des analyses et acceptera les données ou demandera une réanalyse.

#### J. EXAMEN SCIENTIFIQUE ET STOCKAGE DES DOCUMENTS

Le responsable technique peut demander et examiner les documents relatifs à toute analyse (y compris les imprimés d'instruments, les calculs, les registres, etc.) en tout temps entre le début de l'analyse et jusqu'à 6 mois après la fin de l'entente.

#### K. RÉANALYSE

Le responsable de la commande subséquente a le droit de demander une réanalyse ou une révision du travail si les analyses n'ont pas été réalisées conformément à l'entente.

#### L. MODIFICATION DES TRAVAUX

Toute modification aux travaux cernée dans une commande subséquente doit être effectuée à l'écrit ou par courriel par le responsable de la commande subséquente.

#### M. CONTRÔLE DE LA QUALITÉ (laboratoire)

Le MDN peut choisir de visiter le laboratoire ou ses affiliés à tout moment au cours de la durée de vie de l'offre à commande avec un minimum de 3 jours ouvrables de préavis.

Le MDN se réserve le droit de demander des données d'étalonnage des instruments pour tout instrument utilisé pour l'analyse les échantillons du MDN. Le MDN peut demander et examiner les documents relatifs à toute analyse (y compris les imprimés d'instruments, les calculs, les registres, etc.) en tout temps entre le début de l'analyse et jusqu'à 6 mois après la fin de l'entente.

## N. CONTRÔLE DE LA QUALITÉ (échantillons)

Les échantillons doivent être analysés en groupes d'un maximum de 8 à 10 échantillons pour les substances organiques, ou d'un maximum de 15 à 18 échantillons pour les éléments inorganiques.

Lorsque le MRS ou le MRC est disponible, les échantillons doivent être analysés à un taux de un par lot d'échantillons. Lorsque le MRS ou le MRC n'est pas disponible, le matériel normalisé de la maison doit être utilisé.

Les essais ou les méthodes à blanc doivent être préparés à un taux de un par lot. Les échantillons à blanc avec des valeurs supérieures à la limite de détection de la méthode peuvent entraîner la réanalyse du lot.

Les analyses doubles doivent être effectuées à une fréquence minimale d'une par lot, ou 10 % du temps. Le nombre total d'échantillons de contrôle de la qualité ne doit pas être inférieur à la racine carrée du nombre total d'échantillons dans le lot.

Les échantillons de contrôle de la qualité peuvent comprendre les échantillons vierges, en double ou additionnés, et les MRS ou MRC.

L'entretien des graphiques de contrôle doit au moins comprendre ce qui suit :

- Matériau de référence standard
- Matériau maison standard
- Témoins de méthode
- Graphiques de plage pour les analyses doubles ou répétées.

## O. EXPÉDITION ET RÉCEPTION DES ÉCHANTILLONS

Les échantillons seront soumis avec une demande d'analyse des échantillons (ou un formulaire de chaîne de possession, le cas échéant) fournis par le laboratoire. La demande d'analyse des échantillons (ou les formulaires de chaîne de possession, le cas échéant) doit avoir assez d'espace pour les renseignements minimums suivants :

- a) Nom, numéro de téléphone et numéro de télécopieur du laboratoire
  - b) Identification de l'échantillon prélevé sur le terrain, matrice de l'échantillon, date et heure de l'échantillonnage, et méthode de préservation sur le terrain
  - c) Nom, organisme, et numéros de téléphone et de télécopieur de l'échantillonneur
  - d) Numéro de projet du client
  - e) Numérotation séquentielle
  - f) Analyses demandées
  - g) Notes et commentaires
  - h) Si nécessaire, ajouter l'enregistrement de transfert d'échantillon (information de la chaîne de possession), y compris le nom et les affiliations de la personne ayant cédé et la personne ayant accepté l'échantillon, la date et l'heure du transfert, et un numéro de suivi unique de la chaîne de possession sur toutes les copies.
1. Le laboratoire doit assumer le coût de la remise des échantillons restants à l'intention de la source (État), y compris les glacières, les copeaux d'emballage et les sachets réfrigérants immédiatement après la réception des échantillons et des glacières (c.-à-d. le jour suivant).

2. En cas d'urgence, le fournisseur doit fournir des bocaux d'échantillons et les agents de préservation adéquats « sur demande » par le responsable de la commande subséquente dans un délai de 24 heures, de sorte que les échantillons puissent être émis au laboratoire de l'entrepreneur dans les délais appropriés.
3. Le laboratoire doit fournir des autocollants de retour pour les glacières. Les autocollants devraient inclure les renseignements suivants :
  - a) Adresse complète du laboratoire récepteur,
  - b) Adresse complète de chaque personne responsable du prélèvement des échantillons.
4. Le laboratoire doit fournir des bordereaux d'expédition partiellement remplis qui doivent inclure les renseignements suivants :
  - a) Adresse du responsable de la commande subséquente dans le champ « From »
  - b) Adresse du laboratoire dans le champ « To »
  - c) Numéro de compte du laboratoire
  - d) Numéros de téléphone du laboratoire et du responsable de la commande subséquente
  - e) Note indiquant que le colis sera payable à l'arrivée
  - f) Note indiquant si les échantillons seront expédiés par route ou par air (sera déterminé par le MDN selon l'emplacement du laboratoire).

#### P. APPROVISIONNEMENT DE FOURNITURES

Le laboratoire doit fournir à l'IMF Cape Breton des produits de préservation des échantillons, ainsi que des bouteilles et des flacons nettoyés avec des étiquettes et des matériaux d'emballage appropriés par messagerie ou autre moyen optimal. La livraison du matériel d'échantillonnage doit être reçue par le personnel de l'IMF Cape Breton dans un délai maximum de deux (2) jours ouvrables suivant la demande du responsable de la commande subséquente, à moins qu'une livraison dans ce délai ne soit pas possible en raison du transport ou tout autre facteur approuvé par le responsable de la commande subséquente. Le laboratoire doit s'assurer que tous les contenants expédiés sont conformes aux règlements applicables, y compris le Règlement sur le transport des marchandises dangereuses. Le laboratoire doit remplacer les contenants d'échantillons perdus en cours de route ou brisés avant l'échantillonnage au plus tard à fin de la journée de travail de la date de confirmation.

Les coûts suivants seront assumés par le laboratoire :

- a) l'approvisionnement et la livraison des produits de préservation des échantillons et de bouteilles et flacons d'échantillonnage nettoyés, avec des étiquettes et des matériaux d'emballage appropriés du laboratoire à l'IMF Cape Breton
- b) le remplacement des contenants d'échantillon perdus en cours de route ou brisés
- c) le retour des échantillons à l'expéditeur, les blocs réfrigérants et les contenants d'expédition de l'IMF Cape Breton au laboratoire, au besoin, pour veiller à ce que les échantillons soient reçus et analysés dans les délais de conservation applicables

Le réapprovisionnement de fournitures dépend des préférences de l'utilisateur. Les échéanciers doivent être établis avec les utilisateurs de ces services.

L'ajout de produits de préservation dans les bouteilles d'échantillons n'est pas accepté, sauf pour les échantillons microbiologiques et les échantillons ne nécessitant aucun espace vide (p. ex. BTEX et HCV) à moins qu'il soit expressément demandé par un groupe d'utilisateurs. Les produits de préservation doivent être emballés séparément dans les aliquotes appropriés pour les diverses analyses, et transportés conformément au Règlement sur le transport des marchandises dangereuses. Les fiches signalétiques doivent être fournies avant le début de l'accord.

#### Q. ACCRÉDITATION DES LABORATOIRES

Le laboratoire doit être entièrement équipé et capable de réaliser un vaste éventail de travaux d'analyse, notamment des analyses organiques, inorganiques et microbiologiques.

Le laboratoire et ses méthodes d'analyse doivent être accrédités par le Conseil canadien des normes, la Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (ISO/IEC 17025) et le ministère de l'Environnement de la Colombie-Britannique.

Tous les échantillons doivent être analysés conformément au British Columbia Environmental Laboratory Manual, 2009, et comprendre un rapport de contrôle de la qualité pour chaque analyse effectuée. Le rapport de contrôle de la qualité doit contenir la méthode utilisée et les éléments suivants :

- a) l'exactitude comme récupération en pourcentage moyenne,
- b) la précision,
- c) la date à laquelle le test d'assurance de la qualité a été effectué.

#### R. LANCEMENT D'UNE OFFRE À COMMANDES

Le début d'une offre à commandes doit comprendre ce qui suit :

1. Le laboratoire doit fournir trois copies de leurs catalogues des services.
2. Le laboratoire doit fournir toutes les glacières, blocs réfrigérants, contenants d'échantillons, produits de préservation, etc. tels qu'il est décrit dans l'offre à commandes. La qualité sera déterminée suite à une consultation avec les responsables de la commande subséquente.
3. Le laboratoire doit fournir une liste de tous les codes pour les analyses et toute mise à jour à mesure qu'elles se produisent.
4. Le laboratoire doit fournir une liste définissant les bouteilles nécessaires aux analyses (p. ex. verre ou plastique, taille de l'échantillon), ainsi que les produits de préservation nécessaires et leurs délais de conservation.
5. Le laboratoire doit fournir 120 copies de la demande des analyses d'échantillons (ou de la chaîne de possession, le cas échéant) pour l'eau potable hebdomadaire, 50 copies pour l'eau potable annuelle, 50 copies pour les rejets sanitaires, 120 copies pour l'eau à usage récréatif, 50 copies pour l'huile usée et le carburant, 30 copies pour l'effluent de Matsqui et 50 copies vides, comprenant les éléments suivants :
  - a. le nom et l'adresse de l'entreprise,
  - b. le n° d'offre à commandes :

- 
- c. le n° de la commande subséquente du client,
  - d. les coordonnées de l'expéditeur,
  - e. le n° de soumission
  - f. la durée des services rendus,
  - g. la description de tâche ou l'analyse effectuée par échantillon.
6. Le laboratoire doit fournir des étiquettes indiquant que la glacière contient des « échantillons d'épreuve » et, par conséquent, est exemptée du transport des marchandises dangereuses en vertu du règlement sur le transport des marchandises dangereuses 1.19.1.
7. Le laboratoire doit fournir 100 copies des bordaux d'expédition remplis au destinataire du MDN à la Sect Ops Imm Esq et à l'IMF Cape Breton.

## ANNEXE « A1 » – CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

La présente annexe « A1 » fait partie de l'annexe « A » :

Point	Critère obligatoire
1	Licences/attestations : Le laboratoire que l'offrant prévoit utiliser pour tous les essais analytiques (les épreuves de l'ACLAE sont énumérées à l'annexe A1) doit détenir actuellement une accréditation du Conseil canadien des normes - Association canadienne des laboratoires d'analyse environnementale (CCN-ACLAE) et doit pouvoir en fournir une attestation sur demande.
2	Le laboratoire prévu par l'offrant doit être entièrement équipé et capable de réaliser un vaste éventail de travaux d'analyse, notamment des analyses organiques, inorganiques et microbiologiques.
3	Le laboratoire prévu par l'offrant et ses méthodes d'analyse doivent être accrédités par le Conseil canadien des normes, la Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (ISO/IEC 17025) et le ministère de l'Environnement de la Colombie-Britannique.
4	Limites de détection : Les limites de détection montrées à l'annexe B doivent être atteintes ou dépassées par tous les laboratoires (ou sous-traitants) afin que la proposition soit prise en compte pour une offre à commandes.

## ANNEXE « A2 » – LISTE DES SÉRIES D'ANALYSE

Voici la liste des séries d'analyse et des limites standard qui s'appliquent au MDN. Afin d'être pris en considération pour l'offre à commandes, les laboratoires (ou leurs sociétés affiliées) doivent atteindre ou dépasser les normes applicables en matière d'analyse en laboratoire avec des limites de détection minimales dans les limites précisées dans les références de la section RÉFÉRENCES/DOCUMENTS SOURCES de l'annexe « A ».

Analytes DU SOL OU DES SÉDIMENTS			
Métaux totaux*		Matières organiques BTEX	
Antimoine		Benzène <sup>#</sup>	
Arsenic		Toluène <sup>#</sup>	
Baryum		Éthyl benzène <sup>#</sup>	
Béryllium		Xylène (o, m, p) <sup>#</sup>	
Bore		Styrène	
Cadmium		Dichlorobenzène	
Chrome total		Chlorobenzène	
Chrome hexavalent (Cr+6)			
Cobalt		Hydrocarbures pétroliers extractibles*	
Cuivre		HCEL	
Fer		HCED	
Plomb			
Manganèse		Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	
Mercure		Acénaphène	
Molybdène		Acénaphthylène	
Nickel		Acridine	
Sélénium 3 règlement sur les sites contaminés		Anthracène	
Argent		Benzo(a)anthracène	
Thallium		Benzo(a)pyrène	
Étain 50 règlement sur les sites contaminés		Benzo(b)fluoranthène	
Uranium		Benzo(k)fluoranthène	
Vanadium		Chrysène	
Zinc 200 CCME		Dibenz(a,h)anthracène	
		Fluoranthène	
Métaux TCLP		Fluorène	
Arsenic		Indéno(1,2,3-cd)pyrène	
Baryum		Naphtalène	
Bore		2-méthylnaphtalène	
Cadmium		Phénanthrène	
Chrome		Pyrène	
Cuivre		Quinoléine	
Plomb			
Mercure			



N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W6837-155124/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W6837-155124

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-5-38096

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic249  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Sélénium			
Argent			
Uranium			
Zinc			
% d'humidité			

## SOLS ET SÉDIMENTS DIVERS

Hydrocarbures pétroliers volatils (HCV)			
Hvw 6-10			
HCVw 6-10			
Composés organiques volatils (COV)			
Tétrachlorure de carbone			
Chlorobenzène			
Chloroforme			
1,2-dichlorobenzène			
1,3-dichlorobenzène			
1,4-dichlorobenzène			
1,1-dichloroéthane			
1,2-dichloroéthane			
1,1-dichloroéthylène			
1,2-dichloroéthane			
1,2-dichloropropène			
Hexachlorobutadiène			
Dichlorométhane			
1,1,2,2-tétrachloroéthane			
tétrachloréthylène			
1,2,3-trichlorobenzène			
1,2,4-trichlorobenzène			
1,1,1-trichloroéthane			
1,1,2-trichloroéthane			
Trichloroéthène			
Autres substances organiques			
Halogènes organiques			
Phénols			
Phénols chlorés			
Pentachlorophénol			
Huiles et gras totaux			
Huile et graisse minérale			
Biphényle polychloré (BPC)			
Tributylétain (TBT)			

N° de l'invitation - Sollicitation No.

W6837-155124/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W6837-155124

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

VIC-5-38096

Id de l'acheteur - Buyer ID

vic249

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

EFFLUENTS (SAN1)		EFFLUENTS (SAN1) (suite)	
Courant/nutriments		Xylène	
DBO <sup>#</sup>		HAP (Sommmation)**	
DCO <sup>#</sup>		Phénols <sup>#</sup> (mg/L)	
Chlore		TOG <sup>#</sup>	
Cyanure dissociable par des acides forts <sup>#</sup>		MOG <sup>#</sup>	
pH <sup>#</sup>		Éléments nutritifs et autres	
Sulfate		DBO	
Sulfure <sup>#</sup>		Chlore	
TSS <sup>#</sup>		Cyanure dissociable par des acides forts	
Ammoniac		pH	
Chlore		Sulfate	
POINT D'ÉCLAIR	Vase clos	Sulfure	
		Matières en suspension	
Métaux totaux			
Arsenic		EFFLUENT MATSQUI (MATS EFF.)	
Cadmium		Azote total Kjeldahl (ATK)	
Chrome		NO2 et NO3	
Cobalt		E. coli	
Cuivre		DBO <sup>#</sup>	
Fer		TSS <sup>#</sup>	
Plomb		Coliformes fécaux – méthode MF	
Manganèse		DBOC	
Mercure		Coliformes totaux	
Molybdène		DCO <sup>#</sup>	
Nickel		Chlore total	
Sélénium		pH	
Argent		Phénols totaux	
Zinc		OCM <sup>#</sup>	
Éléments nutritifs et autres		Phosphore total	
		Ammoniaque (NH4)	
BTEX		Azote total	
Benzène		Entérocoques	
Toluène			
Éthylbenzène			

EAU POTABLE (ANNUEL)		EAU POTABLE (HEBDOMADAIRE)	
Bactériologique		Nombre total de coliformes <sup>#</sup>	
E. coli <sup>#</sup>		Bactéries hétérotrophes (numération sur plaque) <sup>#</sup>	
Coliformes totaux <sup>#</sup>		Bactéries coliformes totales avec contexte	
Bactéries hétérotrophes (numération sur plaque) <sup>#</sup>		Bactéries hétérotrophes (numération sur plaque) avec contexte	
Nouveaux pathogènes			
Protozoaires		EAUX À USAGE RÉCRÉATIF	
Virus entériques		Coliformes totaux <sup>#</sup>	
Turbidité		E. coli <sup>#</sup>	
		Bactéries hétérotrophes (numération sur plaque) <sup>#</sup>	
Paramètres physiques et chimiques		pH	
Aluminium		Chlore	
Antimoine		Pseudomonas aeruginosa	
Arsenic			
Benzène		HUILE USÉE ET CARBURANT	
Brome		Métaux	
Chlorures		Arsenic	
Chlore		Cadmium	
Cyanure		Chrome	
Dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT) + métabolites		Plomb	
Fluorure		Composés organiques	
Formaldéhyde		Halogènes organiques (CI)	
Acides haloacétiques — Total (AHA)		Halogènes extractibles (CI)	
Acide 4-chloro-2-méthylphénoxy acétique		BPC	
Méthyl tert-butyl éther (MTBE)		Halogènes inorganiques (CI)	
Trichloréthylène (TCE)		Essais supplémentaires	
Trihalométhanes -- Total (THMs) <sup>d</sup>		Densité relative	
Uranium		Densité absolue	
		Viscosité cinématique max à 40 °C	
Paramètres radiologiques		Point d'éclair	
Césium 137 ( <sup>137</sup> Cs)		Pouvoir calorifique	
Iode 131 ( <sup>131</sup> I)		Teneur en soufre	

Plomb 210 ( $^{210}\text{Pb}$ )		Contenu en eau et en sédiments	
Radium 226 ( $^{226}\text{Ra}$ )		Zinc	
Strontium 90 ( $^{90}\text{Sr}$ )			
Tritium ( $^3\text{H}$ )			

MATIÈRES DANGEREUSES DIVERSES			
BPC dans l'huile (EPA 608/8082A)		Amiante	
BPC totaux		Amiante par microscopie à lumière polarisée (NIOSH 9002)	
Aroclor 1242		Amiante dans l'air par microscopie à contraste de phase (NIOSH 7400)	
Aroclor 1248		Amiante par microscopie électronique à transmission (EPA/600/R-04/004)	
Aroclor 1254			
Aroclor 1260		Plomb dans la peinture	
		Métaux par plasma inductif : plomb dans les éclats de peinture (EPA 6010c R3 m)	
		Métaux TCLP : plomb (EPA 6020a R1 m)	
Autre			
Amiante		Huile ou graisse minérale (MOG)	
Ammoniac		Huiles et graisses – Total (TOG)	
Acidité		Humidité	
Alcalinité		Point d'éclair (vase clos)	
Demande biochimique d'oxygène (DBO)		Biphényle polychloré (BPC)	
Demande chimique en oxygène (DCO)		Sulfonate de perfluorooctane	
Chlore		Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	
Chrome hexavalent (Cr+6) – total et dissous		Tributylétains (TBT)	
Cyanure – total et dissociable par des acides faibles		Composés organiques volatils (COV)	
Conductivité		Composés organiques semi-volatils	
Métaux ou mercure totaux		Pesticides	
Métaux ou mercure dissous		Hydrocarbures (EPH ou TPH)	

Nitrite		Pétrole extractible ou total	
Nitrate			
pH			
Phénols – chloré et non chloré			
Phosphore total			
Solides – total des solides en suspension			
Surfactants			
sulfure			
Sulfate			
BTEX			
TCLP			

Le laboratoire doit également être en mesure de fournir des essais de toxicité (c.-à-d. LC-50, Microtox, etc.) pour l'eau douce ou dans le milieu marin sur demande.

Certains échantillons peuvent contenir des concentrations élevées d'eau de mer. L'eau de mer peut interférer dans certaines procédures analytiques. D'autres méthodes d'analyse peuvent être nécessaires.

\* – doit posséder l'accréditation CCN-ACLAE pour le sol, les sédiments et l'eau

# – doit posséder l'accréditation CCN-ACLAE pour la matrice d'eau

\*\* Les composé HAP de l'ensemble SAN1 comprennent : acénaphène, acénaphylène, anthracène, benzo(a)anthracène, benzo(a)pyrène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(g,h,i)perylene, chrysène, dibenzo(a,h)anthracène, fluoranthène, fluorène, indeno(1,2,3-cd)pyrène, naphtalène, phénanthrène, pyrène.

**ANNEXE « B » – BASE DE PAIEMENT****Base de paiement**

La base de paiement qui figure à l'annexe « B » ci-jointe sera utilisée pour déterminer le prix de toute commande subséquente aux termes de la présente offre à commandes.

Selon le type de commande subséquente, les éléments suivants s'appliqueront :

Pour les séries d'essais précisés :

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de la commande subséquente, l'entrepreneur sera payé le prix de lot ferme précisé dans l'annexe « B ». La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

L'entrepreneur sera payé selon les méthodes suivantes :

Le prix de lot ferme pour l'essai, le groupe ou l'ensemble indiqué,

et

Les frais supplémentaires applicables pour les essais urgents, le cas échéant.

Pour les essais uniques en vertu de chacun des groupes d'essai énumérés ci-dessus :

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de la commande subséquente, l'entrepreneur sera payé le prix ferme précisé dans l'annexe « B ». La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

L'entrepreneur sera payé selon les méthodes suivantes :

Un prix ferme tel qu'il est indiqué dans le catalogue de prix d'analyses actuel de l'offrant ou les listes de prix publiées en vigueur au temps de la commande subséquente, moins le pourcentage d'escompte précisé.

et

Les frais supplémentaires applicables pour les essais urgents, le cas échéant.

Pour les matières dangereuses et les divers groupes d'essai non spécifiés :

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de la commande subséquente, l'entrepreneur sera payé le prix ferme précisé dans l'annexe « B ». La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

L'entrepreneur sera payé selon les méthodes suivantes :

Un prix ferme tel qu'il est indiqué dans le catalogue de prix d'analyses actuel de l'offrant ou les listes de prix publiées en vigueur au temps de la commande subséquente, moins le pourcentage d'escompte précisé

et

Les frais supplémentaires applicables pour les essais urgents, le cas échéant.

Le Canada n'est pas responsable des frais supérieurs aux frais indiqués en détail à l'annexe » B ». Toute facture soumise qui comprend des frais qui ne sont pas strictement conformes aux frais admissibles figurant ci-dessus sera immédiatement rejetée par le Canada.

### Échantillons du sol et du sédiment

#### SOL

Les analyses de paramètres inorganiques et organiques contenus dans les versions les plus récentes des documents suivants :

- a) Les recommandations canadiennes pour la qualité des sols : environnement et santé humaine (CCME);
- b) Les Règlements sur les sites contaminés de la Colombie-Britannique (BC CSR) pour les normes numériques génériques pour les sols;
- c) Le Règlement sur les déchets dangereux et la méthode 1311 de l'Environmental Protection Agency des États-Unis pour la méthode de lixiviation visant à déterminer les caractéristiques de la toxicité (TCPL).
- d) Le Règlement sur le transport des marchandises dangereuses.

Les méthodes analytiques précisées dans les propositions de prix doivent avoir les limites de détection pour les paramètres précis en dessous du CCME ou du BC SCR (le moindre d'entre eux) pour les utilisations de terres agricoles énumérées dans l'annexe 1A.

#### Série d'essais d'analyse du sol :

Votre prix de lot ferme pour la série d'essais d'analyse du sol ci-dessus, pour la période du contrat à partir de la date de délivrance de l'offre à commandes jusqu'au 31 mars 2020

à \_\_\_\_\_ \$ par lot.

Votre prix de lot ferme pour la série d'essais d'analyse du sol ci-dessus, pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021 (OPTION CANADA)

à \_\_\_\_\_ \$ par lot.

Votre prix de lot ferme pour la série d'essais d'analyse du sol ci-dessus, pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2022 (OPTION CANADA)

à \_\_\_\_\_ \$ par lot.

Analyses urgentes : pourcentage de majoration ferme pour la série d'essais d'analyse du sol et du sédiment :

Réponse dans un délai de cinq jours ouvrables \_\_\_\_\_ % (en plus du prix indiqué ci-dessus)

Réponse dans un délai d'un jour ouvrable \_\_\_\_\_ % (en plus du prix indiqué ci-dessus)

L'UTILISATION ESTIMATIVE ANNUELLE QUI SERA UTILISÉE AUX FINS D'ÉVALUATION SEULEMENT POUR LA série d'essais du sol EST DE 20.



## ÉCHANTILLONS D'EAU

## Rejets sanitaires

Les analyses de paramètres inorganiques et organiques contenus dans la version la plus récente du document suivant :

- a. Le Règlement municipal 2922 du district de la région de la capitale : pour réglementer le rejet de déchets dans les égouts liés à une installation d'assainissement des eaux usées exploitée par le district de la région de la capitale
- b. Les normes relatives aux effluents des installations fédérales, 1976.
- c. Le Règlement sur les déchets dangereux de la C.-B. et la méthode 1311 de l'Environmental Protection Agency des États-Unis pour la méthode de lixiviation visant à déterminer les caractéristiques de la toxicité (TCPL),
- d. Le Règlement sur le transport des marchandises dangereuses.

Les rejets sanitaires doivent toujours être échantillonnés pour les analyses semblables selon l'emplacement du site. L'établissement des prix pour les échantillons sanitaires doit être réalisé en tant qu'ensemble global, où toutes les analyses sont regroupées en un seul prix avec un code d'analyse (p. ex. soit SAN1 ou effluent Matsqui). La liste des analytes requis pour l'échantillonnage sanitaire ainsi que les normes se trouvent à l'annexe A2.

## Groupe d'essai d'analyse, rejets sanitaires (SAN1) :

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, rejets sanitaires (SAN1) ci-dessus, pour la période du contrat à partir de la date de délivrance de l'offre à commandes jusqu'au 31 mars 2020 à \_\_\_\_\_ \$ par lot.

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, rejets sanitaires (SAN1) ci-dessus, pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021 (OPTION CANADA) à \_\_\_\_\_ \$ par lot.

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, rejets sanitaires (SAN1) ci-dessus, pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2022 (OPTION CANADA) à \_\_\_\_\_ \$ par lot.

Analyses urgentes : pourcentage de majoration ferme pour le groupe d'essai d'analyse, rejets sanitaires (SAN1) :

Réponse dans un délai de cinq jours ouvrables \_\_\_\_\_ % (en plus du prix indiqué ci-dessus)  
 Réponse dans un délai d'un jour ouvrable \_\_\_\_\_ % (en plus du prix indiqué ci-dessus)

L'UTILISATION ESTIMATIVE ANNUELLE QUI SERA UTILISÉE AUX FINS D'ÉVALUATION SEULEMENT POUR LE GROUPE D'ANALYSE CI-DESSUS (SAN1) EST DE 24.

Groupe d'essai d'analyse, rejets sanitaires (MATSQUI EFFLUENT) :

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, rejets sanitaires (MATS EFF) ci-dessus, pour la période du contrat à partir de la date de délivrance de l'offre à commandes jusqu'au 31 mars 2020 à \_\_\_\_\_ \$ par lot.

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, rejets sanitaires (MATS EFF) ci-dessus, pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021 (OPTION CANADA) à \_\_\_\_\_ \$ par lot.

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, rejets sanitaires (MATS EFF) ci-dessus, pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2022 (OPTION CANADA) à \_\_\_\_\_ \$ par lot.

Analyses urgentes : pourcentage de majoration ferme pour le groupe d'essai d'analyse, rejets sanitaires (MATS EFF) :

Réponse dans un délai de cinq jours ouvrables \_\_\_\_\_ % (en plus du prix indiqué ci-dessus)  
Réponse dans un délai d'un jour ouvrable \_\_\_\_\_ % (en plus du prix indiqué ci-dessus)

L'UTILISATION ESTIMATIVE ANNUELLE QUI SERA UTILISÉE AUX FINS D'ÉVALUATION SEULEMENT POUR LE GROUPE D'ANALYSE CI-DESSUS (MATS EFF) EST DE 6.

Certains échantillons peuvent contenir des concentrations élevées d'eau de mer. L'eau de mer peut interférer dans certaines procédures analytiques. D'autres méthodes d'analyse peuvent être nécessaires.

Eaux communautaires et à usage récréatif – marine, douce et potable (comprend tous les essais indiqués dans les lignes directrices du CCME) :

Les analyses de paramètres inorganiques et organiques et microbiologiques contenues dans la version la plus récente du document suivant :

- a) Les Recommandations canadiennes pour la qualité des eaux communautaires et utilisées à des fins récréatives au <http://documents.ccme.ca/>

Des exemples de ces paramètres comprennent les coliformes fécaux, les coliformes totaux, Escherichia coli, la numération sur plaque des bactéries hétérotrophes et Pseudomonas aeruginosa. Les laboratoires doivent être en mesure de compter au moins > 20 000 NPP/100 mL.

Les méthodes analytiques incluses dans le prix de la proposition doivent avoir des limites de détection pour certains paramètres sous les critères les plus rigoureux pour la protection des eaux communautaires et à usage récréatif.

Les analytes nécessaires pour l'analyse de l'eau de piscine sont les suivants : bactéries coliformes – totales, E. coli, HPC, Pseudomonas aeruginosa.

La liste suivante comprend les essais pouvant être nécessaires pour ces types d'échantillons :

Total = coliformes fécaux et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes seront demandés régulièrement.

D'autres essais peuvent être effectués sur une base annuelle et ils doivent inclure une plus large gamme d'analytes comme le métal, le pH, les éléments nutritifs, le cyanure, le sulfure, etc.

Les pesticides ne devraient pas faire partie de la série d'analyses de l'eau potable, mais le laboratoire devrait toujours être prêt pour une telle demande.

La liste des analytes requis pour l'échantillonnage des eaux (toutes les séries) ainsi que les normes se trouvent à l'annexe A2.

Groupe d'essai d'analyse; eaux à usage récréatif (Fresh) :

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, eaux à usage récréatif (Fresh) ci-dessus, pour la période du contrat à partir de la date de délivrance de l'offre à commandes jusqu'au 31 mars 2020 à \_\_\_\_\_ \$ par lot.

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, eaux à usage récréatif (Fresh) ci-dessus, pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021 (OPTION CANADA) à \_\_\_\_\_ \$ par lot.

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, eaux à usage récréatif (Fresh) ci-dessus, pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2022 (OPTION CANADA) à \_\_\_\_\_ \$ par lot.

Analyses urgentes : pourcentage de majoration ferme pour le groupe d'essai d'analyse, eaux communautaires et à usage récréatif (Fresh) :

Réponse dans un délai de cinq jours ouvrables \_\_\_\_\_ % (en plus du prix indiqué ci-dessus)

Réponse dans un délai d'un jour ouvrable \_\_\_\_\_ % (en plus du prix indiqué ci-dessus)

L'UTILISATION ESTIMATIVE ANNUELLE QUI SERA UTILISÉE AUX FINS D'ÉVALUATION SEULEMENT POUR LE GROUPE D'ANALYSE CI-DESSUS (Eaux communautaires et à usage récréatif [Fresh]) EST DE 30.

---

Eau potable :

Les analyses de paramètres inorganiques et organiques et microbiologiques contenues dans la version la plus récente du document suivant :

- a) Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada
- b) Gouvernement fédéral ....

Pour chaque essai hebdomadaire et annuel de l'eau potable, consulter les lignes directrices canadiennes pour la qualité de l'eau et l'annexe A2.

Des exemples de ces paramètres incluent le nombre total de coliformes fécaux, Escherichia coli et la numération sur plaque des bactéries hétérotrophes.

Pour tout dépassement, le chef d'équipe responsable ET le superviseur d'Eau, produits pétroliers et environnement doivent être avisés dans un délai de 24 heures, et les résultats sont attendus dans un délai de cinq jours ouvrables.

---

Groupe d'essai d'analyse, eau potable, hebdomadaire :

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, eau potable ci-dessus, pour la période du contrat à partir de la date de délivrance de l'offre à commandes jusqu'au 31 mars 2020

à \_\_\_\_\_ \$ par lot

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, eau potable ci-dessus, pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021 (OPTION CANADA) à \_\_\_\_\_ \$ par lot

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, eau potable ci-dessus, pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2022 (OPTION CANADA) à \_\_\_\_\_ \$ par lot

## Analyses urgentes :

Réponse dans un délai de cinq jours ouvrables : \_\_\_\_\_ % (en plus du prix indiqué ci-dessus)

Réponse dans un délai d'un jour ouvrable : \_\_\_\_\_ % (en plus du prix indiqué ci-dessus)

L'UTILISATION ESTIMATIVE ANNUELLE QUI SERA UTILISÉE AUX FINS D'ÉVALUATION  
SEULEMENT POUR LE GROUPE D'ANALYSE CI-DESSUS (eau potable, hebdomadaire) EST DE 60.

N° de l'invitation - Sollicitation No.

W6837-155124/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W6837-155124

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier  
VIC-5-38096

Id de l'acheteur - Buyer ID

vic249

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

Groupe d'essai d'analyse, eau potable, annuel :

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, eau potable ci-dessus, pour la période du contrat à partir de la date de délivrance de l'offre à commandes jusqu'au 31 mars 2020

à \_\_\_\_\_ \$ par lot

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, eau potable ci-dessus, pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021 (OPTION CANADA) à \_\_\_\_\_ \$ par lot

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, eau potable ci-dessus, pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2022 (OPTION CANADA) à \_\_\_\_\_ \$ par lot

Analyses urgentes :

Réponse dans un délai de cinq jours ouvrables : \_\_\_\_\_ % (en plus du prix indiqué ci-dessus)

Réponse dans un délai d'un jour ouvrable : \_\_\_\_\_ % (en plus du prix indiqué ci-dessus)

L'UTILISATION ESTIMATIVE ANNUELLE QUI SERA UTILISÉE AUX FINS D'ÉVALUATION  
SEULEMENT POUR LE GROUPE D'ANALYSE CI-DESSUS (eau potable, annuel) EST DE 30.

HUILE USÉE ET CARBURANT
-------------------------

Les analyses de paramètres inorganiques et organiques contenus dans la version la plus récente du document suivant :

- a) Le règlement sur les déchets dangereux de la Colombie-Britannique pour l'élimination des huiles usées et des combustibles.

L'huile usée et le carburant doivent toujours être échantillonnés pour les mêmes analyses. Par souci de simplicité, les prix pour les échantillons d'huiles usées et de carburant doivent être réalisés en tant qu'ensemble global, où toutes les analyses sont regroupées en un seul prix avec un code d'analyse (p. ex. WO/F)

La liste des analytes requis pour l'échantillonnage de l'huile usée et du carburant ainsi que les normes se trouvent à l'annexe A2.

Groupe d'essai d'analyse, huile usée/carburant (WO/F1) :

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, huile usée/carburant (WO/F1) ci-dessus, pour la période du contrat à partir de la date de délivrance de l'offre à commandes jusqu'au 31 mars 2020 à \_\_\_\_\_ \$ par lot.

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, huile usée/carburant (WO/F1) ci-dessus, pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021 (OPTION CANADA) à \_\_\_\_\_ \$ par lot.

Votre prix de lot ferme pour le groupe d'essai d'analyse, huile usée/carburant (WO/F1) ci-dessus, pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2022 (OPTION CANADA) à \_\_\_\_\_ \$ par lot.

Pourcentage de majoration ferme pour le groupe d'essai d'analyse, huile usée/carburant, le cas échéant :

Analyses urgentes :

Réponse dans un délai de cinq jours ouvrables \_\_\_\_\_ % (en plus du prix indiqué ci-dessus)

Réponse dans un délai d'un jour ouvrable : \_\_\_\_\_ % (en plus du prix indiqué ci-dessus)

L'UTILISATION ESTIMATIVE ANNUELLE QUI SERA UTILISÉE AUX FINS D'ÉVALUATION SEULEMENT POUR LE GROUPE D'ANALYSE CI-DESSUS (WOF1) EST DE 12.

**MATIÈRES DANGEREUSES**

À l'occasion, des échantillons de composition inconnue qui pourraient contenir des matières dangereuses, tel qu'elles sont définies dans la Loi sur le transport des marchandises dangereuses, nécessiteront une caractérisation. Ces échantillons peuvent être comparés aux normes susmentionnées, mais ils doivent être étiquetés comme étant potentiellement dangereux. Des exemples de diverses matières dangereuses sont compris dans l'annexe A2

L'UTILISATION ESTIMATIVE ANNUELLE QUI SERA UTILISÉE AUX FINS D'ÉVALUATION SEULEMENT POUR LE GROUPE D'ANALYSE CI-DESSUS (HASMAT) EST DE 12.

Essais divers (non précisés) – Pour la période du contrat à partir de la date de délivrance de l'offre à commandes au 31 mars 2020 :

La base de paiement pour les essais standard ne figurant pas dans les groupes d'essai ci-dessus doit être conforme au catalogue de prix d'analyses actuel du fournisseur, moins \_\_\_\_\_ % d'escompte ferme, en plus de toute majoration applicable pour des essais urgents (les frais de ramassage et de livraison sont compris).

\*Prix d'essai standard pour les analyses, conformément à ce qui suit :

a) 10 jours ouvrables (ou une période plus longue si le responsable de la commande est d'accord) à compter de l'arrivée des échantillons au laboratoire;

b) les délais de conservation standard des échantillons aux fins d'analyse sont conformes aux méthodes standard précises.

Prix pour les essais urgents pour les analyses (excluant les fins de semaine et les jours fériés) :

Réponse dans un délai d'un jour ouvrable : prix d'essai standard (catalogue de prix pour l'analyse moins \_\_\_\_\_ % d'escompte ferme) + \_\_\_\_\_ % (pourcentage de majoration ferme);

Réponse dans un délai de 5 jours ouvrables : prix d'essai standard (catalogue de prix pour l'analyse moins \_\_\_\_\_ % d'escompte ferme) + \_\_\_\_\_ % (pourcentage de majoration ferme).

REMARQUE : Il est entendu que tous les essais analytiques ne peuvent pas être fournis en cas d'urgence. Pour les analyses ne pouvant pas être effectuées de manière urgente, le délai de réponse standard est acceptable.

Le Règlement sur les déchets dangereux définit les déchets toxiques lixiviables en tant que déchets lorsqu'ils produisent une concentration de contaminants plus élevée que celles décrites dans le tableau 1 de l'annexe 4 suite à la procédure d'extraction. La méthode 1311 de l'EPA se nomme TCLP. La procédure d'extraction de lixiviat modifié (MELP) ne peut pas être utilisée pour déterminer si un déchet est un déchet toxique lixiviable. La procédure est utilisée uniquement pour voir si les déchets peuvent être éliminés dans un site d'enfouissement sécurisé.

---

Essais divers (non précisées) – Pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021 (OPTION CANADA) :

La base de paiement pour les essais standard ne figurant pas dans les groupes d'essai ci-dessus doit être conforme au catalogue de prix d'analyses actuel du fournisseur, moins \_\_\_\_\_ % d'escompte ferme, en plus de toute majoration applicable pour des essais urgents (les frais de ramassage et de livraison sont compris).

\*Prix d'essai standard pour les analyses, conformément à ce qui suit :

a) 10 jours ouvrables (ou une période plus longue si le responsable de la commande est d'accord) à compter de l'arrivée des échantillons au laboratoire;

b) les délais de conservation standard des échantillons aux fins d'analyse sont conformes aux méthodes standard précises.

Prix pour les essais urgents pour les analyses (excluant les fins de semaine et les jours fériés) :

Réponse dans un délai d'un jour ouvrable : prix d'essai standard (catalogue de prix pour l'analyse moins \_\_\_\_\_ % d'escompte ferme) + \_\_\_\_\_ % (pourcentage de majoration ferme).

Réponse dans un délai de 5 jours ouvrables : prix d'essai standard (catalogue de prix pour l'analyse moins \_\_\_\_\_ % d'escompte ferme) + \_\_\_\_\_ % (pourcentage de majoration ferme).

REMARQUE : Il est entendu que tous les essais analytiques ne peuvent pas être fournis en cas d'urgence. Pour les analyses ne pouvant pas être effectuées de manière urgente, le délai de réponse standard est acceptable.

Le Règlement sur les déchets dangereux définit les déchets toxiques lixiviables en tant que déchets lorsqu'ils produisent une concentration de contaminants plus élevée que celles décrites dans le tableau 1 de l'annexe 4 suite à la procédure d'extraction. La méthode 1311 de l'EPA se nomme TCLP. La procédure d'extraction de lixiviat modifié (MELP) ne peut pas être utilisée pour déterminer si un déchet est un déchet toxique lixiviable. La procédure est utilisée uniquement pour voir si les déchets peuvent être éliminés dans un site d'enfouissement sécurisé.



---

Essais divers (non précisées) – Pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2022 (OPTION CANADA) :

La base de paiement pour les essais standard ne figurant pas dans les groupes d'essai ci-dessus doit être conforme au catalogue de prix d'analyses actuel du fournisseur, moins \_\_\_\_\_ % d'escompte ferme, en plus de toute majoration applicable pour des essais urgents (les frais de ramassage et de livraison sont compris).

\*Prix d'essai standard pour les analyses, conformément à ce qui suit :

a) 10 jours ouvrables (ou une période plus longue si le responsable de la commande est d'accord) à compter de l'arrivée des échantillons au laboratoire;

b) les délais de conservation standard des échantillons aux fins d'analyse sont conformes aux méthodes standard précises.

Prix pour les essais urgents pour les analyses (excluant les fins de semaine et les jours fériés) :

Réponse dans un délai d'un jour ouvrable : prix d'essai standard (catalogue de prix pour l'analyse moins \_\_\_\_\_ % d'escompte ferme) + \_\_\_\_\_ % (pourcentage de majoration ferme).

Réponse dans un délai de 5 jours ouvrables : prix d'essai standard (catalogue de prix pour l'analyse moins \_\_\_\_\_ % d'escompte ferme) + \_\_\_\_\_ % (pourcentage de majoration ferme).

REMARQUE : Il est entendu que tous les essais analytiques ne peuvent pas être fournis en cas d'urgence. Pour les analyses ne pouvant pas être effectuées de manière urgente, le délai de réponse standard est acceptable.

Le Règlement sur les déchets dangereux définit les déchets toxiques lixiviables en tant que déchets lorsqu'ils produisent une concentration de contaminants plus élevée que celles décrites dans le tableau 1 de l'annexe 4 suite à la procédure d'extraction. La méthode 1311 de l'EPA se nomme TCLP. La procédure d'extraction de lixiviat modifié (MELP) ne peut pas être utilisée pour déterminer si un déchet est un déchet toxique lixiviable. La procédure est utilisée uniquement pour voir si les déchets peuvent être éliminés dans un site d'enfouissement sécurisé.

N° de l'invitation - Solicitation No.

W6837-155124/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W6837-155124

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier  
VIC-5-38096

Id de l'acheteur - Buyer ID

vic249

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES –

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE « D » - EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE
---

## Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
  - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
  - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
  - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
  - m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
  - n. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police

---

d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

## ANNEXE « E » - Rapports d'utilisation périodique - offres à commandes

RETURN TO:

ATTN.: CHRISTINE CRESS

Public Works and Government Services Canada

Pacific Region, Acquisitions

Facsimile: 250-363-8442

Telephone: 250-363-0395

Email: christine.cress@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Quarterly Usage Report Submission Schedule:

QUARTER	START DATE	END DATE	REPORT DUE
Q1	01 April	30 June	15 July
Q2	01 July	30 September	15 October
Q3	01 October	31 December	15 January
Q4	01 January	31 March	15 April

## REPORT ON THE VOLUME OF BUSINESS

SUPPLIER NAME: \_\_\_\_\_

STANDING OFFER NO.:

REPORTING PERIOD: From \_\_\_\_\_ to \_\_\_\_\_.

FIRST QUARTER			
#	Analysis Description	Quantity	Cost for 1ST Quarter
1	Soil/Sediment Samples		
2	Water (Sanitary)		
3	Water (Marine)		
4	Water (Community-Recreational)		
5	Water (Drinking)		
6	Waste Oil and Fuel		
7	Hazardous Materials		
8	Miscellaneous Tests (unspecified in Standing Offer)		
SECOND QUARTER			
#	Analysis Description	Quantity	Cost for 2ND Quarter
1	Soil/Sediment Samples		
2	Water (Sanitary)		
3	Water (Marine)		
4	Water (Community-Recreational)		
5	Water (Drinking)		
6	Waste Oil and Fuel		
7	Hazardous Materials		
8	Miscellaneous Tests (unspecified in Standing Offer)		

THIRD QUARTER			
#	Analysis Description	Quantity	Cost for 3RD Quarter
1	Soil/Sediment Samples		
2	Water (Sanitary)		
3	Water (Marine)		
4	Water (Community-Recreational)		
5	Water (Drinking)		
6	Waste Oil and Fuel		
7	Hazardous Materials		
8	Miscellaneous Tests (unspecified in Standing Offer)		
FOURTH QUARTER			
#	Analysis Description	Quantity	Cost for 4TH Quarter
1	Soil/Sediment Samples		
2	Water (Sanitary)		
3	Water (Marine)		
4	Water (Community-Recreational)		
5	Water (Drinking)		
6	Waste Oil and Fuel		
7	Hazardous Materials		
8	Miscellaneous Tests (unspecified in Standing Offer)		

NOTE: Contractor shall provide the type of analysis for all call-ups that fall under item numbers 7 and 8.